



Accord-cadre n°2025DG15

Relatif à des prestations de service social

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

| | |
|---|-----------|
| SOMMAIRE | 2 |
| 1. OBJET DU MARCHE | 6 |
| 2. FORME DU MARCHE | 6 |
| 2.1. PROCEDURE | 6 |
| 2.2. FORME DU MARCHE..... | 6 |
| 2.3. ALLOTISSEMENT..... | 6 |
| 3. DUREE DU MARCHE | 6 |
| 4. ELEMENTS FINANCIERS | 7 |
| 5. PIECES CONTRACTUELLES..... | 7 |
| 6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS..... | 7 |
| 7. EXECUTION DES PRESTATIONS ET BONS DE COMMANDE | 7 |
| 7.1. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS..... | 7 |
| 7.2. ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE..... | 8 |
| 8. CONDUITE DES PRESTATIONS | 8 |
| 9. RESPONSABILITE DU TITULAIRE | 9 |
| 10. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE | 9 |
| 10.1. CO-TRAITANCE..... | 9 |
| 10.2. SOUS-TRAITANCE | 9 |
| 11. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS..... | 10 |
| 12. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL | 10 |
| 13. CONFIDENTIALITE | 10 |
| 14. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL | 11 |
| 15. NEUTRALITE | 12 |
| 16. VERIFICATION DES PRESTATIONS..... | 12 |
| 17. ASSURANCE | 13 |
| 18. PENALITES..... | 13 |
| 19. DISPOSITIONS FINANCIERES..... | 13 |
| 19.1. FORME DES PRIX ET CONTENU DES PRIX..... | 13 |

| | | |
|------------|--|-----------|
| 19.2. | TAUX DE TVA – MONNAIE | 13 |
| 19.3. | REVISION DES PRIX..... | 14 |
| 19.4. | REFACTION DU PRIX | 14 |
| 19.5. | AVANCE | 15 |
| 19.6. | MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT..... | 15 |
| 19.6.1. | DELAI DE PAIEMENT | 15 |
| 19.6.2. | INTERETS MORATOIRES | 15 |
| 19.6.3. | PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT..... | 15 |
| 19.7. | CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES | 16 |
| 20. | CLAUSE DE REEXAMEN..... | 17 |
| 21. | UTILISATION DES RESULTATS | 17 |
| 22. | RESILIATION | 17 |
| 23. | DIFFERENDS | 18 |
| 24. | COMPETENCE JURIDICTIONNELLE | 18 |
| 25. | DEROGATIONS AU CCAG-PI..... | 18 |

1 43 300

formations dispensées

Dans un monde ouvert et en mutation, le Cned s'est donné pour mission de garantir à chacun, quelle que soit sa situation, les moyens de sa réussite scolaire et professionnelle

200

formations proposées

**Le Cned
au service
de toutes
les réussites**

1 753 187 évaluations corrigées
96% des copies dématérialisées
2,94 jours, délai moyen de correction
des copies numériques

369 450 appels reçus
114 500 courriels traités
13 440 000 visites sur cned.fr

Budget et effectif

Budget

90,9 M€
de budget

53,6 M€
de recettes
commerciales

31,2 M€
de subvention
pour charge
de service public

Effectifs

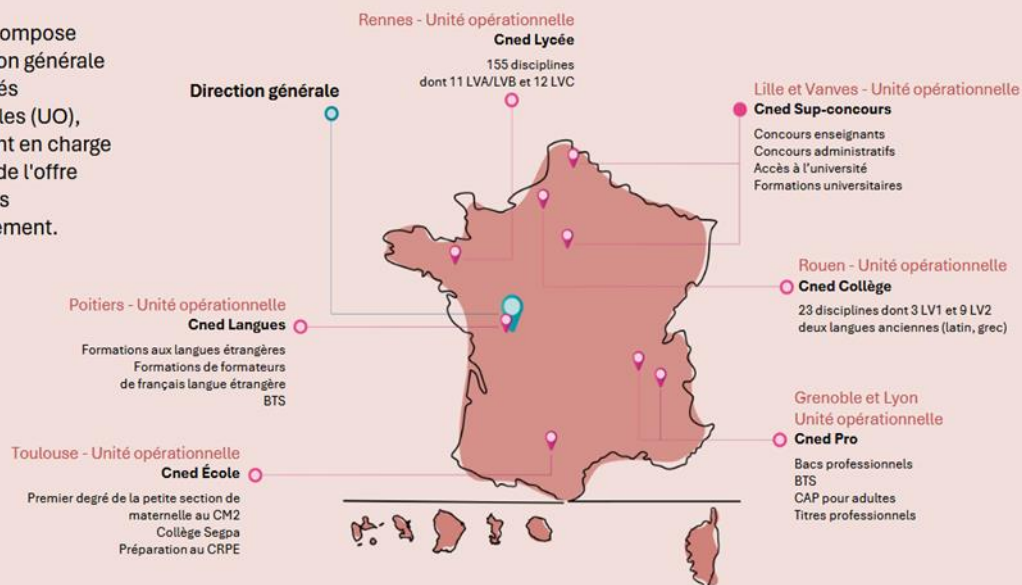
1 000
agents

1 100
enseignants
de l'Éducation
nationale

+ de 2 000
experts
pédagogiques



Le Cned se compose d'une direction générale et de six unités opérationnelles (UO), chacune étant en charge d'une partie de l'offre de formations de l'établissement.



1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de service social auprès des personnels du Cned dans le cadre de l'action sociale de l'établissement, telles que décrites dans le CCTP.

2. FORME DU MARCHÉ

2.1. Procédure

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L 2123-1-2°, R 2123-1-3° et R2123-4 à R 2123-7 du code de la commande publique.

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le Cned se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2.2. Forme du marché

Le marché est un accord-cadre mono attributaire en vertu des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, comportant des bons de commande.

2.3. Allotissement

Le marché ne sera pas alloti au sens de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

3. DUREE DU MARCHÉ

Le marché s'exécute à compter du 20 janvier 2026, ou de sa date de notification si elle est postérieure, pour une durée d'un an reconductible trois fois.

La reconduction est tacite, le titulaire ne peut la refuser. En cas de non-reconduction, la décision du Cned est notifiée au titulaire par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-PI au moins deux mois avant la date anniversaire du marché.

Toutefois, en cas d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre avant la fin de la période en cours, la reconduction peut être anticipée par décision expresse du Cned adressée par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-PI qui constate l'atteinte du maximum de l'accord-cadre et fixe la date de reconduction de l'accord-cadre.

Le nombre maximal de reconductions est indiqué ci-dessus ; l'anticipation d'une période ne peut avoir pour conséquence d'augmenter le nombre de périodes.

La durée totale de l'accord-cadre correspond au cumul de toutes les périodes.

4. ELEMENTS FINANCIERS

Le montant estimé du marché sur sa durée ferme d'un an est de 38 500 € HT.

Le montant estimé du marché pour la 1^{ère} période de reconduction d'un an est de 40 000 € HT.

Le montant estimé du marché pour la 2^{ème} période de reconduction d'un an est de 42 000 € HT.

Le montant estimé du marché pour la 3^{ème} période de reconduction d'un an est de 44 000 € HT.

Le montant estimé du marché sur sa durée totale de 4 ans est de 164 500 € HT.

Le montant maximum du marché sur sa durée ferme d'un est de 52 000 € HT.

Le montant maximum du marché pour la 1^{ère} période de reconduction d'un an est de 54 000 € HT.

Le montant maximum du marché pour la 2^{ème} période de reconduction d'un an est de 57 000 € HT.

Le montant maximum du marché pour la 3^{ème} période de reconduction d'un an est de 60 000 € HT.

Le montant maximum du marché sur sa durée totale (4 ans) est de 223 000 € HT.

5. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les documents contractuels sont les suivants, par ordre ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'annexe financière (comprenant le prix forfaitaire et le bordereau des prix unitaires (BPU)) ;
- Le catalogue éventuel de prestations du titulaire du marché ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prescriptions techniques sont décrites au CCTP.

7. EXECUTION DES PRESTATIONS ET BONS DE COMMANDE

7.1. Modalités d'exécution des prestations

Les prestations forfaitaires (forfait pour 68 jours de permanence) s'exécutent à compter du 20 janvier 2026, ou de la date de notification du présent accord-cadre si celle-ci est postérieure.

Les prestations figurant au BPU (journées de permanence supplémentaire) et au catalogue éventuel du titulaire, font l'objet de bons de commande et donnent lieu à paiement sur la base des quantités réellement exécutées.

7.2. Etablissement des bons de commande

7.2.1. Généralités

Les bons de commande sont établis par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant, durant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande sont transmis par mail ou par tout moyen et indiquent :

- la désignation des prestations,
- la quantité commandée,
- le ou les lieux d'exécution des prestations,
- la référence au marché,
- le prix correspondant,
- la date de la commande.

Les demandes de prestations sur le catalogue éventuellement remis par le titulaire peuvent faire l'objet d'un devis préalable.

Le prestataire accuse réception du bon de commande.

7.2.2. Délais

Le délai d'exécution d'un bon de commande est le temps compris entre la date de notification du bon de commande et l'admission des prestations commandées. Cette durée d'exécution est fixée par chaque bon de commande.

L'exécution du bon de commande ne peut s'achever dans un délai supérieur à trois mois à compter de la date de fin de validité de l'accord-cadre.

8. CONDUITE DES PRESTATIONS

8.1. Personne nommément désignée pour le suivi du marché

Il est fait application de l'article 3.4.1 du CCAG-PI.

Le titulaire désigne dès la notification la ou les personnes chargées du suivi du marché, habilitées à le représenter auprès de de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché.

L'expérience et les compétences minimales de ces personnes sont celles décrites par le titulaire dans son offre technique.

8.2. Remplacement des personnes nommément désignées

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire doit en informer sans délai le Cned.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire propose un nouvel intervenant dans un délai de 15 jours maximum pour la personne chargée du suivi administratif du marché et 10 jours pour l'assistant(e) social(e) du travail (cf. article 5.2 du CCTP), à compter de la date d'envoi de l'information mentionné à l'alinéa précédent.

Si le Cned constate cette indisponibilité, il notifie ce constat par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-PI, dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Le Cned applique des pénalités dès lors que le titulaire effectue plus d'un changement par période d'un an ou plus de deux changements sur la durée du marché pour le prestataire de service social exécutant la prestation.

Le titulaire est responsable du tuilage entre ses préposés qu'il assure à ses frais. Cette période de recouvrement permettant d'assurer la continuité du service ne peut être inférieure à 2 jours ouvrés à plein temps.

8.3. Responsabilité hiérarchique et technique

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les préposés du titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de leur employeur titulaire du marché. Le Cned adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché qui prend les mesures correctives nécessaires.

9. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

10. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

10.1. Co-traitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la notification par le groupement de la défaillance ou du constat par le Cned, notifié par tout moyen permettant de donner date certaine.

En cas d'absence de réponse dans le délai imparti, le cocontractant figurant en 1^{ère} position après le mandataire dans la lettre de candidature devient le nouveau mandataire du groupement.

10.2. Sous-traitance

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique (articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants), le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, sous sa responsabilité.

Le titulaire doit préalablement demander l'acceptation du/des sous-traitant(s) envisagé(s), ainsi que l'agrément des conditions de paiement, au Cned par la transmission des documents suivants :

- L'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4, joint au DCE), dûment complété et signé, mentionnant en particulier la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom / raison ou dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues,
- Tout document justifiant des capacités financières et professionnelles du sous-traitant envisagé (dont le formulaire DC2).

11. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent essentiellement à la direction générale et sur le site de Poitiers (Chasseneuil du Poitou 86).

Des déplacements sur les autres sites du Cned pourraient exceptionnellement avoir lieu à : Vanves (92), Rouen (76), Rennes (35), Lille (59), Lyon (69), Grenoble (38), Toulouse (31), aux domiciles des agents en cas de nécessité (cf. article 3 du CCTP).

La présence du ou des représentants du titulaire peut être requise pour la participation à des réunions, principalement sur le site de la direction générale à Poitiers (86). Dans le cas de la présence du représentant du titulaire dans les locaux du Cned, celui-ci doit se conformer au règlement et aux consignes inhérents aux bâtiments et services concernés.

Afin de limiter au maximum, les impacts néfastes sur l'environnement, ces réunions seront organisées dans la mesure du possible par tout moyen de visio-conférence. A titre d'information le Cned utilise la solution MICROSOFT TEAMS.

Le titulaire privilégie, pour ses déplacements lors des interventions sur site, l'utilisation de véhicules respectant au minimum les prescriptions de la norme EURO4, EURO5 ou idéalement EURO6, conformément à la directive 98/69/CE. Il peut aussi choisir tout autre mode de déplacement conduisant à réduire la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur.

Toutes facilités de travail sont apportées au titulaire. Les moyens minimaux (locaux, matériel) mis à la disposition du titulaire sont ceux décrits à l'article 3 du CCTP. Le Cned fait toute diligence pour mettre à disposition des moyens supplémentaires à la demande du titulaire qui ne peut toutefois élever aucune réclamation du fait de la non mise à disposition de ces moyens supplémentaires.

12. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire produit, tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D 8222-5 du Code du travail.

Le non-respect de cette obligation est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire.

13. CONFIDENTIALITE

L'ensemble des informations, documents quel qu'en soit le support, mis à disposition du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations doit être considéré comme confidentiel au sens et dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-PI.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

Le titulaire a accès aux logiciels et bases de données à caractère personnel soumis à la réglementation relative à la protection des données personnelles issues notamment du règlement général sur la protection des données du Parlement et de la Commission Européenne 2016/679 et de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Il se conforme aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG-PI.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

14. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

14.1. Accès à des données à caractère personnel du Cned

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire est susceptible :

- de traiter des données à caractère personnel (ci-après DCP) qui lui sont transmises par le Cned ;
- d'avoir accès à de telles données dans le cadre de la réalisation de ses prestations sur le système d'information du Cned (maintenance notamment).

Une annexe complétant ces dispositions sera intégrée au marché par voie d'avenant une fois les éléments stabilisés et avant la mise en production et traitement de données à caractère personnel.

Dans ce cadre, le titulaire reconnaît que les DCP ont un caractère strictement confidentiel. Notamment, il ne réalise aucune copie, modification ou transfert de données à quelque titre que ce soit.

14.2. Mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel par le titulaire

Les traitements de DCP sont mis en œuvre par le titulaire dans le respect de l'ensemble des dispositions du cadre légal et réglementaire applicable, et notamment :

- du règlement général sur la protection des données du Parlement et de la Commission Européenne 2016/679 ;
- de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

A ce titre, le titulaire s'engage notamment à :

- Collecter, le cas échéant, les données de manière loyale et respectueuse des droits des personnes ;
- Adopter des mesures de sécurité d'ordre technique et organisationnel afin de prévenir tout accès, lecture, copie, modification ou déplacements non autorisé de données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, de concevoir sa structure organisationnelle de manière à ce qu'elle réponde aux exigences de la protection des DCP ;
- Ne permettre à aucun utilisateur ou tiers non autorisé d'accéder à ces données ;
- Informer les personnes concernées de la mise en œuvre du traitement de DCP et de leurs droits (accès et rectification notamment) ;
- Ne réaliser aucune sollicitation, et notamment prospection commerciale, auprès des personnes dont il dispose de DCP au titre du présent marché ;
- Ne transmettre aucune DCP objet du marché à des tiers sans autorisation du Cned ;
- Ne procéder à aucun transfert de données hors de l'Union européenne dans un pays qui n'offrirait pas un niveau de protection équivalent à celui de l'Union européenne ;
- Signaler sans délai au Cned toute violation de DCP concernant des données objet du présent marché. Est entendu par « violation de DCP » toute fuite, vol, destruction ou atteinte à l'intégrité de données à caractère personnel.

Tout transfert de données à caractère personnel à destination d'un tiers (sous-traitant notamment) doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Cned et doit être limité à ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à soumettre les destinataires de données à des obligations similaires à celles du présent marché. Il se porte fort du respect de ces obligations par ces derniers.

14.3. Conformité de l'outil au Règlement n°2016/679

Le titulaire garantit au Cned que l'outil informatique fourni dans le cadre du marché est conforme au règlement susvisé dès sa conception et que le Cned, en l'utilisant, est en mesure de respecter le Règlement 2016/679 et la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978 modifiée.

Le titulaire, à cet égard, a un devoir de conseil auprès du Cned. Notamment, il assiste le Cned au besoin dans la mise en œuvre et le paramétrage de l'outil pour en faire une utilisation conforme.

14.4. Suppression des données

A l'exception des données dont la conservation lui serait imposée par des prescriptions légales ou réglementaires, le titulaire s'engage à supprimer les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre du présent marché dans un délai de 30 jours à compter du terme du marché pour quelle que cause que ce soit. Il justifie de l'exécution de cette obligation à première demande de la part du Cned.

14.5. Contrôle

Le CNED se réserve le droit de contrôler à tout moment le respect de ces obligations par un contrôle sur pièces ou sur place.

A cet effet, le Cned désigne un agent qui est soumis à une stricte obligation de confidentialité à l'égard des informations auxquelles il a accès.

Le titulaire lui donne accès à l'ensemble des locaux et systèmes d'informations et lui communique à première demande toute documentation (procédures, documentation sur les applications...) jugées nécessaires par le Cned afin de lui permettre de s'assurer du respect, par le titulaire, des dispositions du présent article.

Le titulaire transmet au Cned les coordonnées de son délégué à la protection des données.

15. NEUTRALITE

Afin d'éviter toute situation de sous-traitance occulte et/ou d'exploitation des données par une société tierce, le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans la réalisation des prestations. Il garantit à ce titre que les préposés diligentés pour l'exécution des prestations, ne sont aucunement liés ou dépendants, de manière directe ou indirecte, à des intérêts d'autres sociétés.

16. VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives, ayant pour objet de constater le nombre et la conformité des prestations exécutées par rapport aux spécifications des documents contractuels, sont réalisées conformément au chapitre 5 du CCAG-PI.

Si la livraison est conforme aux stipulations du marché et répond au besoin exprimé dans le CCTP, elle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal d'admission.

Dans le cas contraire, le Cned prend une décision d'ajournement ou de rejet.

Dans le cas d'une décision d'ajournement, notifiée par mail, le titulaire dispose d'un délai de dix jours pour présenter à nouveau les prestations mises au point. Le Cned dispose d'un délai de cinq jours à compter de la livraison pour procéder à leur vérification.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

17. ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité professionnelle (RCP), au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant toute la durée du marché, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier de la mise à jour de la validité du document. En cas de modification des conditions du contrat d'assurance, il doit en informer le Cned dans les meilleurs délais.

18. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 €.

Les pénalités sont fixées comme suit :

Pénalité forfaitaire pour absence à des commissions sans prévenance au moins 72 heures à l'avance : 50 € ;

Pénalité forfaitaire pour non-respect des modalités de désignation d'un nouveau prestataire de service social : 50 € par jour ouvré de non-désignation.

19. DISPOSITIONS FINANCIERES

19.1. Forme des prix et contenu des prix

Les prestations visées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) sont traitées à prix forfaitaires.

Les prestations visées dans le bordereau des prix unitaires (BPU) sont traitées à prix unitaires. Les prix unitaires remisés sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Pour déterminer le prix unitaire applicable à chaque demande de paiement, il est pris en compte la totalité des quantités exécutées depuis la notification du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport (à l'exception des frais de déplacement au domicile d'agents), l'hébergement, les repas, l'assurance, la gestion des déchets, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire communique les éléments relatifs aux marges pour risque et bénéfices, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande.

Les marges servent au calcul de l'indemnisation et sont couvertes par le secret industriel et commercial.

19.2. Taux de TVA – Monnaie

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du marché.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

19.3. Révision des prix

19.3.1. Calcul de la révision

Les prix sont révisables annuellement.

Le calcul de la révision est mis à la charge du titulaire. Celui-ci adresse au Cned sa proposition de révision de prix en précisant les valeurs d'indices retenus, au plus tard vingt (20) jours ouvrés avant la date anniversaire du marché.

Le Cned dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître sa décision ou observation sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés. Les nouveaux tarifs s'appliquent à la date anniversaire du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché ne transmettrait pas les nouveaux prix, les anciens prix resteront applicables jusqu'à communication par le titulaire de sa proposition de révision ou jusqu'à l'application de la révision par le Cned.

La formule suivante est appliquée :

$$P_1 = P_0 * I_1 / I_0$$

Où :

- P_1 = prix révisé
- P_0 = prix d'origine
- I_0 = valeur de l'indice INSEE des salaires mensuels de base - Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, Base 100 au T2 2017 – Identifiant 010562683 du 1^{er} trimestre 2025.
- I_1 = dernier indice définitif publié à la date de révision

19.3.2. Règles d'arrondis

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum trois décimales selon la règle de l'arrondi le plus proche :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

19.3.3. Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE afin d'assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre le Cned et le titulaire.

Le Cned notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus à l'article 19.3.1.

19.4. Réfaction du prix

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec

réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après que ce dernier ait présenté ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

19.5. Avance

Sauf refus définitif et expresse exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement, celui-ci bénéficie d'une avance telle que prévue aux articles L2191-2, L2191-3 et R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique, sous réserve que les conditions en soient remplies.

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé 5%.

19.6. Modalités de facturation et de paiement

19.6.1. Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, ou de 30 jours à compter de la date d'admission des prestations si elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.

19.6.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai indiqué au 19.6.1 fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire. Le taux des IM est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

19.6.3. Présentation des demandes de paiement

Les prestations forfaitaires font l'objet de paiements définitifs mensuels à terme échu.

Les prestations à bons de commande font l'objet de paiement à l'issue de leur admission.

Les éventuelles dépenses de transport et/ou d'hébergement que le titulaire réalise dans le cadre de visites au domicile d'agents font l'objet d'un paiement sur présentation de justificatifs. Les prix proposés doivent être cohérents avec les barèmes en vigueur concernant les frais de missions dans la fonction publique d'Etat.

Outre les mentions obligatoires, la demande de paiement précise :

- Numéro de SIRET du titulaire ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- N° du marché ;
- Référence du bon de commande ;
- Désignation des prestations ;
- Les prix unitaires HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- La date de facturation.

La facturation électronique étant obligatoire pour toute entreprise fournisseur du secteur public, les entreprises déposent leur(s) facture(s) sur le portail Chorus Pro, à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> (information disponible sur le site Communauté Chorus Pro <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

L'ordonnateur des dépenses, ainsi que la personne habilitée à fournir des renseignements au sens de l'article R2191-55 du code de la commande publique, est la directrice générale du Cned, ou son représentant.

19.6.4. Présentation des demandes de paiement dans le cadre de la TVA intracommunautaire

Le prestataire situé au sein de l'Union Européenne et hors de France établit des factures selon les modalités suivantes :

- Tous les montants sont exprimés hors taxe,
- La facture comporte la mention « Autoliquidation » ou « Mécanisme d'autoliquidation » et précise que la TVA est due par l'acheteur,
- La facture indique les numéros de TVA intracommunautaire du prestataire et du Cned (FR00 197 529 050).

19.6.5. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

➤ **En cas de groupement conjoint** (chaque membre du groupement ne s'engage que pour la partie qu'il exécute)

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

➤ **En cas de groupement solidaire** (chaque membre du groupement s'engage financièrement pour la totalité du marché)

Le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

19.6.6. Comptable assignataire des paiements

M. l'agent comptable du CNED
2 boulevard Nicéphore Niepce
Téléport 2 – CS 80300
86963 FUTUROSCOPE CEDEX

19.7. Cession ou nantissement de créances

Conformément à l'article R2191-45 du code de la commande publique, le titulaire peut céder ou nantir la créance qu'il détient sur le Cned à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

En cas de sous-traitance, le montant maximum pouvant être cédé ou donné en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

20. CLAUSE DE REEXAMEN

20.1. Clause de suspension des délais et pénalités

En cas de difficultés rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le Cned pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire signale à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée

A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation accordée sera notifiée au titulaire. Le ou les délai(s) ainsi prolongé(s) a (ont) les mêmes effets que le(s) délai(s) contractuel(s). Cette décision n'ouvre pas à droit à indemnité pour le titulaire. A défaut, en cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire qui devra se conformer au(x) délai(s) contractuel(s) sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

20.2. Substitution d'un nouveau titulaire au titulaire initial du marché

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, un avenant pourra être établi en cas de substitution d'un nouveau titulaire, à la suite d'une opération de restructuration ou de reprise, au titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le Cned en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, procès-verbal de décision le cas échéant...).

Il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le Cned pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

21. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-PI.

22. RESILIATION

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 et de l'article 27 du CCAG-PI.

23. DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

24. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

25. DEROGATIONS AU CCAG-PI

L'article 5 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

Les articles 8.1 et 8.2 du CCAP dérogent à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'article 18 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

L'article 19.3.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.3 du CCAG-PI.